



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

Réindustrialisation du Haut-Rhin

Question au Gouvernement n° 4318

Texte de la question

RÉINDUSTRIALISATION DU HAUT-RHIN

M. le président. La parole est à M. Yves Hemedinger.

M. Yves Hemedinger. Ma question, à laquelle j'associe mon collègue Raphaël Schellenberger, s'adresse au Premier ministre. Je veux parler de l'abandon, par votre gouvernement, d'un territoire tout entier, d'un bassin de vie et d'emploi centré autour de la désormais ex-centrale nucléaire de Fessenheim. Je veux parler de vos engagements non tenus, du contrat – non dénoncé, celui-là –, que votre gouvernement avait passé avec cette zone située en bord de Rhin, et qui, à cette date, n'est toujours pas respecté, mais noyé, comme un sous-marin, sous les études et les silences !

Quatre ans après votre décision de fermeture, on ne peut que constater l'abandon de l'État : malgré les promesses des ministres venus sur place ou habitant à proximité, malgré la mobilisation unanime des élus locaux, rien n'a été fait concernant la compensation fiscale au titre du Fonds national de garantie individuelle des ressources (FNGIR), laquelle reste au point mort, ni concernant la réindustrialisation du territoire, qui n'a pas démarré. Les élus sont découragés et nos concitoyens sont dépités. Dès lors, ma question est simple : quand vous déciderez-vous à réparer les conséquences de vos choix ?

La réindustrialisation est d'autant plus urgente que le groupe Mars Wrigley a annoncé, il y a une semaine, la fermeture de son usine historique de Biesheim, qui laissera sur le carreau 280 personnes, âgées en moyenne de 49 ans. Alors que c'est un terrible choc pour les salariés et pour les nombreuses familles concernées, votre gouvernement est encore une fois aux abonnés absents.

En réalité, cette situation illustre l'absence de politique industrielle digne de ce nom depuis 2017. C'est l'un des échecs de ce quinquennat, et ce sera un enjeu majeur pour les échéances à venir. Ce territoire situé près de Bâle est idéalement placé pour devenir un site pilote de la réindustrialisation pharmaceutique de la France. Je plaide en ce sens depuis que je suis élu, ainsi, d'ailleurs, que pour l'installation d'une centrale à hydrogène au bord du Rhin.

J'attends de votre Gouvernement un soutien réel sur ces deux points précis. Êtes-vous prêt à relever le défi et à enfin regarder vers l'Est de la France ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe LR.*)

M. le président. La parole est à Mme la ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion.

Mme Élisabeth Borne, ministre du travail, de l'emploi et de l'insertion. Il est clair que l'annonce de l'arrêt d'une des deux activités de production du site de Biesheim, qui implique un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévoyant 276 suppressions de poste sur les 338 emplois que compte l'usine, est une très mauvaise nouvelle

pour les salariés et le territoire. Je comprends tout à fait l'émotion qui est la vôtre en tant que député de la circonscription concernée.

Je veux vous assurer que ma priorité consiste à tout mettre en œuvre pour faciliter la reconversion professionnelle des salariés concernés. Mes services travaillent étroitement avec l'entreprise à la création d'une plateforme visant à faciliter le reclassement des salariés, à l'instar de ce qui a pu être fait à Béthune pour les salariés de Bridgestone. Agnès Pannier-Runacher et moi-même sommes par ailleurs très attentives à la recherche de nouvelles activités sur le site, afin que soient identifiés d'autres débouchés – agroalimentaires, mais pas seulement – susceptibles d'offrir de nouvelles perspectives aux salariés.

M. Thibault Bazin. Pensez aussi aux armées !

Mme Élisabeth Borne, ministre. Il s'agit également d'assurer la pérennité des activités restant sur le site, puisque l'entreprise s'est engagée à maintenir sur le site de Biesheim une activité de production de gomme base, qui doit alimenter les autres usines du groupe dans le monde.

Je le redis : l'État accompagnera la transition de votre territoire qui, je le sais, est en pleine transformation et prépare un nouvel avenir à travers les travaux menés pour accompagner la fermeture de la centrale de Fessenheim. À cet égard, je mentionnerai notamment les projets soutenus par le fonds d'amorçage, mais aussi ceux qui sont prévus dans le cadre du plan France relance, soit vingt et un projets représentant 284 millions d'euros d'investissements industriels.

L'État est et restera mobilisé auprès du territoire de Fessenheim et de ses salariés. (*Applaudissements sur quelques bancs des groupes LaREM et Dem.*)

M. Thibault Bazin. L'art de parler pour ne rien dire !

Données clés

Auteur : [M. Yves Hemedinger](#)

Circonscription : Haut-Rhin (1^{re} circonscription) - Les Républicains

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 4318

Rubrique :

Ministère interrogé : Travail, emploi et insertion

Ministère attributaire : Travail, emploi et insertion

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [22 septembre 2021](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [22 septembre 2021](#)